En reconnaissant l'indépendance des régions séparatistes du Dombass et en donnant l'ordre d'y déployer ses troupes, Vladimir Poutine a décidé, après des semaines d'effort diplomatique, de violer la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine ainsi que la Charte de l'ONU. En choisissant la voie de l'agression militaire, le président russe fragilise l'équilibre de la paix en Europe et enterre les accords de Minsk, signés en 2015.

C'est pourquoi, dans l'immédiat, nous :

- condamnons avec la plus grande fermeté l'agression de la Russie et apportons notre soutien au peuple et à la jeune démocratie ukrainienne ;
- approuvons l'adoption du premier paquet de sanctions économiques décidé à l'unanimité des 27 Etats membres de l'Union européenne (UE) qui devra être accompagné de mesures plus lourdes suite à l'invasion de l'Ukraine ;
- exhortons l'UE à soutenir les mouvements citoyens ukrainiens qui oeuvrent pour la paix et la démocratie ;
- appelons, dans le même temps, à soutenir les mouvements de la société civile russe qui appellent à la paix et dont des centaines de membres ont déjà été arrêtés ce jour selon l'ONG OVD-Info.

Mais, nous savons que les enjeux de cette crise ne sont pas que régionaux puisque la Russie a transmis aux Etats-Unis et à l'OTAN, en décembre 2021, un projet d'accord dans lequel elle demandait que l'Europe et les Etats-Unis s'engagent à ne pas élargir l'OTAN à l'Ukraine et qu'ils retirent leurs forces militaires des pays issus de l'ex-URSS. Projet d'accord qui n'a reçu aucune réponse des Etats-Unis ou de l'Otan.

C'est pourquoi, même aujourd'hui où le gouvernement russe de Vladimir Poutine a décidé d'envahir l'Ukraine, les efforts diplomatiques doivent primer pour une sortie politique de cette crise inédite liée, en bonne partie, à l'absence de garantie pour une sécurité commune partagée entre l'UE, l'OTAN et la Russie.

Il serait indigne que des intérêts géopolitiques voire économiques des différents Etats interfèrent dans une planète déjà menacée qui a besoin de paix et d'une entente internationale.

Nous appelons les dirigeants américains, européens, russes, à entamer de véritables négociations autour des propositions suivantes :

- **application de** la Charte de Paris pour une nouvelle Europe signée en 1990 par 34 Chefs d'Etat, qui prend en compte les libertés individuelles nationales, les droits humains, la coopération transnationale **et de la Charte de sécurité européenne de l'OSCE signée en 1999 ;**
- **réouverture dès que possible des négociations** OTAN-Russie qui consacre l'engagement à assurer une sécurité égale et à ne pas rechercher la sécurité au détriment de celle de l'autre ;
- reprise des négociations sur la maîtrise des armements (traités sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et « Ciel ouvert») ;
- maintien d'un moratoire de 15 ans sur toute nouvelle adhésion à l'OTAN ;
- arrêt de tout déploiement de forces de frappe nucléaires de l'OTAN dans les pays limitrophes de la Russie **et de forces nucléaires russes en Biélorussie et à proximité des frontières de la Russie ;**
- aller vers une Europe dénucléarisée

Aucun peuple ne désire la guerre. Tout doit être fait pour arrêter l'agression militaire en cours. La diplomatie doit l'emporter sur la guerre.

Commission Transnationale d'EELV et Commission Paix & Désarmement d'EELV

mp.hautes-pyrenees@eelv.fr